

L'Humanité Rouge



Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
2 avril 1976
No 462
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Des promesses, toujours des promesses

Le conseil des ministres qui s'est réuni le 31 mars a pris des mesures soi-disant pour favoriser l'embauche et la formation professionnelle. Les réformes, toujours les réformes ! Mais quelles réformes ?

D'après ces ministres bourgeois, le bilan des mesures prises pour faciliter les créations d'emplois, développer la formation professionnelle des demandeurs d'emploi et accroître l'efficacité de l'Agence nationale pour l'emploi est positif ! Or, chaque jour des centaines et des centaines de travailleurs sont licenciés, le train des licenciements ne s'est nullement arrêté (alors que ce sont seulement quelques emplois par-ci par-là qui sont créés).

La carotte des contrats emploi-formation — soi-disant pour limiter le chômage des jeunes — est belle et bien empoisonnée. Car après avoir travaillé 6 mois comme des forçats — paraît-il pour apprendre un métier — les patrons ne sont pas obligés de garder leurs employés. Donc après en avoir tiré un maximum de profit (le salaire étant dérisoire) nombre de travailleurs se retrouvent de nouveau à la rue !

Le conseil des ministres — alors qu'il prétend qu'il y aura une surveillance plus efficace du travail temporaire — veut l'extension du travail à durée déterminée, qui n'est ni plus ni moins qu'une variante de l'intérim. Cette « mesure » ne sert donc que les patrons.

Il demande aussi un contrôle plus précis des demandeurs d'emplois, ce qui veut dire en clair qu'il faut s'attendre à des radiations du chômage en plus grand nombre encore. Évidemment les premiers visés ce sont les travailleurs combattifs. C'est aussi un moyen supplémentaire pour falsifier le nombre de chômeurs et faire croire qu'il diminue. D'ailleurs toutes ces mesures visent à camoufler le chômage.

Le grand dada du gouvernement à l'heure actuelle c'est la « revalorisation du travail manuel ». Passons sur le baratin mielleux et voyons les faits. D'ailleurs Chirac avait pris soin auparavant de rassurer les patrons en leur donnant des gages sur les limites de la réforme de l'entreprise.

(Suite p. 3)

Peugeot

LA SOLIDARITÉ S'ORGANISE

Mercredi matin, plusieurs centaines de grévistes de Peugeot-Beaulieu pénètrent à l'intérieur de l'usine et passent dans les ateliers, après avoir enfoncé le « piquet » de flics qui gardait l'entrée. Ils ont expliqué la situation à leurs camarades qui travaillaient. Une compagnie de gardes républicains est aussitôt intervenue pour faire évacuer l'usine. Une grande partie des non-grévistes a alors cessé le travail, refusant de travailler avec les flics dans le dos, et rejoint les grévistes.

Les grévistes ont alors pénétré dans la seconde usine de Mandeure, ils en ont également été expulsés par la police.

Peu après, une grande partie du personnel d'une autre usine Peugeot (qui emploie environ 3 000 personnes à Valentigney, dans le Doubs) a débrayé. Une manifestation s'est déroulée en fin de matinée.

L'Union locale CFDT de Montbéliard a appelé à un arrêt de travail à 16 heures dans toutes les usines de la région de Montbéliard.

Dans l'après-midi un meeting s'est déroulé devant les usines de Beaulieu-Mandeure, auquel ont participé de nombreux travailleurs de

la région.

Plus que jamais il est nécessaire que s'exerce la plus large solidarité avec les travailleurs de Peugeot qui mènent une lutte difficile. Dans ce sens, il faut signaler le tract de la section CFDT

de Chausson-Chenard à Gennevilliers (où les révisionnistes — PCF-CGT — sont largement majoritaires) appelant à soutenir ceux de Peugeot. Les pièces de 57 Peugeot sont confiées à la maîtrise de Chenard.

Cambodge

UN TEMOIGNAGE IRREFUTABLE



La mission du GRUNK en France vient de nous faire parvenir une série de photos récemment prises au Cambodge qui portent un témoignage irrefutable des bombardements de l'aviation US sur la ville de Siemreap, le 25 février 1976. Ces bombardements criminels qui prouvent que l'impérialisme US ne désarme pas et que l'exemple du Cambodge l'in-

quiète fort, avaient fait 35 morts et plusieurs dizaines de blessés, suscitant colère et mobilisation dans tout le pays.

Sur la photo ci-dessus, des responsables cambodgiens visitent les quartiers bombardés en compagnie de délégations de journalistes et diplomates étrangers accrédités à Phnom-Penh.

Par ailleurs, la rivalité des deux superpuissances au Liban est entrée dans une nouvelle phase avec l'arrivée sur place de l'envoyé spécial du gouvernement américain. Le même jour à Paris, l'ambassadeur de l'URSS a déclaré que celle-ci est « vivement préoccupée par la situation explosive qui règne aujourd'hui au Liban ». De son côté, le chef de file des forces prosoviétiques libanaises Kamal Joublatt s'oppose à tout cessez-le-feu et attaque maintenant violemment la Syrie qui agit dans ce sens.

La branche libanaise du parti baas syrien s'en est prise violemment mercredi à Kamal Joublatt, dans un communiqué diffusé à Beyrouth. Le Baas syrien accuse notamment Joublatt d'avoir « porté la crise libanaise à son paroxysme en vue de l'internationaliser et d'arriver au partage du Liban ».

Enfin, alors que le secrétaire général de l'ONU a décidé de porter la question du Liban devant le Conseil de sécurité, sans l'accord des intéressés, le premier ministre libanais, Rachid Karamé, mettant en relief le fait que « le conflit libanais est une affaire purement intérieure » et que des efforts sont déployés notamment par la Syrie, pour mettre un terme aux combats, exprime la crainte que le Conseil de sécurité ne prenne « des mesures qui ne soient pas dans l'intérêt du Liban ».

L'autoroute Paris-Lille bloquée par les grévistes de Beghin-Say

Mercredi, les grévistes de l'usine « Beghin-Say » à Corbehem (Pas-de-Calais) ont bloqué l'autoroute Paris-Lille toute la matinée.

Venus à Lille par l'autoroute qu'ils avaient parcouru à une allure très réduite sur près de 45 km, provoquant ainsi un bouchon d'environ 7 kilomètres, une centaine de grévistes se sont arrêtés un peu après 11 heures devant les bureaux de FR 3, bloquant en partie la circulation sur une des plus grandes artères de la ville.

(Suite page 3)

Liban

L'ATTENTE DU CESSEZ-LE-FEU

Les rumeurs de cessez-le-feu se font de plus en plus insistantes au Liban. Celui-ci pourrait intervenir dans la journée de jeudi après l'annonce de la démission du président Frangié.

Si les combats se sont calmés mercredi, ils n'en continuaient pas moins.

10 000 personnes attendues samedi à Bastia

Liberté pour Edmond Siméoni !

Voici maintenant huit mois que le dirigeant autonomiste corse Edmond Siméoni est emprisonné. Dernièrement encore, le gouvernement s'est opposé à sa mise en liberté. Edmond Siméoni est emprisonné pour avoir dénoncé le sort que le capitalisme a réservé à la Corse, pour avoir dénoncé les trafics de gros négociants

en vins protégés par le pouvoir, pour avoir combattu l'exploitation des petits paysans corses par ceux qui organisent leur ruine. Tandis qu'Edmond Siméoni est emprisonné, les trafiquants sont libres. Edmond Siméoni est encore emprisonné pour s'être battu pour le droit de la population corse à avoir des traditions, une

langue, des particularités. Une main brandissant un drapeau corse à travers les grilles d'une prison, c'est le dessin de l'affiche qui, depuis mercredi, est placardée un peu partout en Corse. Elle invite la population à participer massivement pour la liberté d'Edmond Siméoni à la manifestation du samedi 3 avril à partir de

17 h 30, à Bastia. Selon les observateurs 7 000 à 8 000 personnes au moins se réuniront samedi sur la place d'Armes de Bastia, chiffre évalué à plus de 10 000 par les organisateurs de la manifestation. C'est de la France entière que doit s'élever cette exigence : Liberté pour Edmond Siméoni !

Le conseil européen de Bruxelles FACE A LA CRISE MONÉTAIRE

Les chefs de gouvernement des neuf pays capitalistes de la CEE se réunissent jeudi et vendredi à Bruxelles. Ce sera le quatrième «Conseil européen». A l'origine il devait être consacré essentiellement à l'examen du rapport Tindemans, prévoyant un renforcement de l'union européenne.

Mais en définitive, cette réunion va être dominée par la crise économique, notamment monétaire, que connaît l'Europe et qui a pour conséquence une exacerbation des rivalités entre les pays capitalistes ouest-européens. Ceux-ci vont chercher à s'entendre pour mettre en place une union économique et monétaire destinée à soutenir les monnaies les plus faibles. Les chutes de plusieurs monnaies (livre sterling et lire italienne notamment) ont pour conséquence d'aviver la concurrence. L'affaire du vin italien est significative à cet égard. La dévaluation de la lire lui donne un avantage important.

Il serait notamment proposé que l'Allemagne utilise ses importantes réserves monétaires pour soutenir les autres monnaies.

LE PRÉSIDENT SADATE RÉVÈLE UN COMLOT

Le président Sadate a révélé mercredi à Bonn, au cours d'une rencontre avec la colonie égyptienne en RFA, qu'un complot avait été fomenté à l'étranger lors de l'été 1975 dans le but de s'emparer du pouvoir en Égypte, annonce la presse du Caire.

Le chef de l'État égyptien a précisé, selon les journaux égyptiens, qu'il avait été surpris à cette époque par un rapport provenant de l'étranger selon lequel l'Égypte se serait trouvée au seuil d'une catastrophe économique contre laquelle il n'aurait rien pu faire. Ce rapport, a-t-il ajouté, était destiné à certains agents résidant en Égypte afin qu'ils se préparent à s'emparer du pouvoir. M. Sadate n'a donné aucune précision sur le pays étranger d'où ce rapport provenait ni sur les agents auxquels il était destiné.

Mais on sait que c'est l'URSS qui a cherché à provoquer de graves difficultés économiques en Égypte afin de la contrôler. On sait également qu'à plusieurs reprises des agents de l'URSS ont été démasqués en Égypte.

LE SOUVENIR DE CHOU EN-LAI ÉVOQUÉ EN CHINE

A l'occasion de la fête des morts traditionnelle, par milliers depuis le début de la semaine, des jeunes enfants des écoles, des adolescents, des ouvriers, des paysans et des soldats en uniforme affluent au monument aux héros du peuple érigé sur la grande place Tien An Men à Pékin, pour leur rendre hommage.

Mais cette année, les attentions vont à Chou En-lai auquel sont dédiées la plupart des couronnes multicolores qui commencent à s'ammonceler par dizaine au pied de l'obélisque.

Une grande banderole noire barre la face nord du monument et porte en caractères blancs l'inscription : «Que soit éternelle la mémoire du premier ministre bien-aimé Chou En-lai».

Brassard rouge au bras, foulard rouge, œillet ou chrysanthème de papier blanc accroché à la veste, des milliers de «petits soldats rouges» défilent sans discontinuer autour du monument. Ils ont entendu auparavant un éloge à la mémoire de Chou En-lai et des héros morts pour la patrie et brandissent résolument le poing à la fin du discours en promettant de bien servir la révolution et de construire le socialisme.

Par classes entières, ils s'assoient ensuite à même la grande place pour entendre un petit résumé d'histoire de la révolution chinoise prononcé par leurs professeurs.

L'exploitation des travailleurs salariés en URSS

En URSS, c'est de nouveau la dictature de la bourgeoisie. Le sort des travailleurs salariés, des ouvriers, des paysans en témoigne. Dépourvus du contrôle des moyens de production, ils n'ont d'autre choix pour vivre que de vendre leur force de travail au même titre que le prolétariat des pays capitalistes occidentaux.

«Les principes des lois sur le travail en URSS et dans les républiques fédérées» publiés en 1970, affirment garantie aux travailleurs «la liberté de travailler sans être exploités». Mais, dans les faits c'est tout le contraire qui se passe : les travailleurs sont privés de «la liberté de travailler».

La direction dispose de pouvoirs étendus pour annuler les contrats de travail et renvoyer ouvriers et employés «qui manifestent une quelconque incompatibilité avec la position qu'ils occupent ou le travail qu'ils font, en raison de qualifications insuffisantes ou de santé déficiente, incompatibilité qui les met dans l'impossibilité d'exercer un emploi spécifiques, ou encore «ceux qui ne se sont pas présentés au travail plus de 4 mois consécutifs à la suite d'un empêchement temporaire»... Un emprisonnement ou une

interdiction de séjour pour raison politique, par exemple !

Le directeur a, noir sur blanc, le droit «d'engager et de licencier les travailleurs», «de fixer les salaires et les primes des ouvriers». Cela signifie que les travailleurs mettent leur force de travail en vente et que la nouvelle bourgeoisie au pouvoir en URSS a le droit de l'acheter et d'en fixer le prix à son gré.

De plus, en vertu de la prétendue «expérience Shchekino», toute entreprise est autorisée à «licencier le personnel superflu» et à disposer à son gré des salaires des ouvriers et employés licenciés.

Le journal «Troud» a révélé en mars 1975 qu'un ouvrier, G.A. Olennikov, a été licencié parce qu'il avait critiqué publiquement «la sortie de produits de rebut et la violation des règlements sur les déplacements», ce qui avait pro-

voqué le courroux de son directeur.

Les responsables des entreprises soviétiques se réservent de confortables salaires arrondis de primes coquettes mais l'ouvrier qui n'arrive pas à accomplir son quota de production se voit frappé d'amende.

Il existe en outre une importante armée de chômeurs en URSS. De véritables marchés de location de main d'œuvre existent dans les villes de plus de 100 000 personnes, pudiquement baptisés «bureau d'emploi et d'information». Il existe 116 de ces officines dans la seule République de Russie chargées de donner un emploi provisoire aux chômeurs.

Où est donc dans tout cela la différence avec le sort du prolétariat des pays capitalistes ? Dans le seul fait, qu'en plus d'une exploitation forcée, les travailleurs soviétiques sont privés de tout droit démocratique.

Palestine : Malgré la férocité de la répression La mobilisation demeure

Les manifestations arabes se sont poursuivies tard dans la nuit de mardi et mercredi matin malgré l'énorme dispositif des forces de répression.

Plusieurs milliers de policiers et de soldats israéliens équipés de véhicules blindés sont toujours en position dans les principales zones de manifestation.

A St-Jean d'Acre, 200 jeunes arabes ont élevé des barrages de pneus enflammés et de pierres dans une artère de la ville. A Bird el Assad, d'autres barrages ont été disposés sur la route menant de St-Jean d'Acre à Safad. Dans les deux cas, de violents affrontements ont opposé

tinien qui défend sa terre et sa patrie.

Des journalistes présents sur le lieu des affrontements ont noté le désarroi des policiers et soldats israéliens débordés par la violence des attaques qu'ils ont dû subir. «Je n'aurai jamais pensé que cela aurait pu être si dur» a

participé à cette explosion de colère. Il ne s'agissait pas de quelques groupes isolés.» Israël qui fait semblant de découvrir la haine du peuple palestinien contre sa politique colonialiste et raciste n'a pas fini de manger son pain noir.

Mercredi après-midi, a eu



L'insurrection populaire en Palestine occupée ne craint pas la répression sioniste.

les manifestants criant des slogans anti-israéliens aux forces de répression sionistes. De nombreuses arrestations — plus de 300 — ont déjà eu lieu et se poursuivaient encore mercredi.

Mais la férocité de la répression ne baillonna pas la voix du peuple pales-

tiens. «On nous a attaqué avec des pierres grosses comme des melons, des torchons imbibés d'essence auxquels on mettait le feu.» Pendant qu'un notable arabe collaborant avec l'occupant était obligé de reconnaître : «Tout le village a

lieu l'enterrement des manifestants palestiniens assassinés par les sionistes. Tout le peuple de Palestine en a fait une nouvelle manifestation affirmant que au-delà du sacrifice de ses martyrs, la Palestine est toujours vivante et que personne, jamais ne pourra la détruire.

nouvelles du monde

ESPAGNE : NOUVELLE REPRESSION CONTRE LE FRAP

Fernando Proenza Gonzales, arrêté le 7 mars dernier et incarcéré à la prison de Carabanchel, vient d'être inculpé pour sa participation, en tant que membre du FRAP, à l'attentat qui, le 16 août 1975, avait liquidé un garde civil à Madrid.

Six des auteurs présumés de cet attentat, dont deux femmes, ont déjà été jugés en septembre dernier. Deux d'entre eux, les jeunes révolutionnaires Ramon Garcia Sanz et José Luis Sanchez, ont été exécutés par Franco.

ITALIE : VIOLENTE MANIFESTATION DE CHOMEURS A NAPLES

Une très violente manifestation de chômeurs s'est déroulée mardi à Naples. Quelque 1 500 manifestants s'approprièrent à se rassembler sous les fenêtres de la Préfecture pour exiger du travail, quand la police a chargé, faisant usage de gaz lacrymogènes. Des dizaines de vitrines brisées, des poteaux de signalisation arrachés, des autobus et des trains endommagés témoignent de la violence des affrontements qui se sont produits. L'Italie compte aujourd'hui 1 500 000 chômeurs, particulièrement dans le sud du pays dont le développement économique a été délibérément et depuis longtemps sacrifié.

De leur côté, 60 000 ouvriers de l'usine Fiat de Turin ont débrayé pour protester contre la vie chère, l'augmentation des tarifs des transports en commun et les loyers.

CAMBODGE : LE JOUR DE LA LIBERATION FETE

Le nouvel an cambodgien, qui tombe le 13 avril, ne sera plus fêté, mais, en revanche les journées du 15, 16 et 17 avril qui correspondent aux derniers jours de la bataille de Phnom Penh le seront sur toute l'étendue du pays.

«Le 17 avril», a annoncé le ministre de l'Information, est notre fête nationale. Ce sera aussi le jour où nous regarderons avec fierté le travail accompli depuis un an pour recouvrer notre indépendance économique. Des manifestations populaires seront organisées sur toutes les places de toutes les villes et villages pour commémorer nos cinq années de lutte contre l'impérialisme».

COBAYES HUMAINS EN URSS ?

Une jeune soviétique immigrée aux USA a affirmé avoir servi de cobaye lorsqu'elle étudiait la chimie à l'université de Moscou, pour des expériences d'utilisation de gaz moutarde. Elle a déclaré qu'elle avait été sérieusement brûlée au visage et aux mains et que ses poumons avaient été endommagés à la suite de ces expériences. Elle-même et sa mère auraient été menacées, aux USA même, par des agents soviétiques cherchant à l'empêcher de dénoncer ces pratiques.

nouvelles intérieures

Le PCF prépare les élections...

Le Comité central du PCF s'est réuni les 30 et 31 mars. C'était la première séance qu'il tenait après le 22e Congrès. La première journée a été marquée par un rapport de René Piquet.

D'abord on doit relever un aveu : « Nous devons engager tout le parti dans la mise en œuvre des idées du 22e Congrès, voilà la tâche de notre Comité central ». Ce qui, en clair, signifie que l'abandon de la dictature du prolétariat a suscité plus d'oppositions qu'on ne veut le dire et que de nombreuses résistances s'opposent à la

mise en application de la ligne du 22e Congrès. Une autre chose se dégage : les préoccupations électorales du PCF. Comme tous les autres partis bourgeois, le PCF définit sa tactique en fonction des prochaines échéances électorales... dont on se dit de plus en plus qu'elles pourraient avoir lieu avant 1978.

L'attitude du PCF vis-à-vis des luttes ouvrières est déterminée par cela. Il s'agit pour lui de chercher à les utiliser dans une perspective électorale.

L'essentiel du rapport est

constitué par un bilan des dernières élections cantonales. A ce sujet la leçon principale est la rivalité électorale avec le parti socialiste. Piquet reproche notamment au PS de ne pas avoir tout fait pour que les voix qu'il a obtenues se reportent sur les candidats du PCF. Dans la perspective des prochaines élections, le PCF veut faire évoluer le rapport des forces dans un sens qui lui soit moins défavorable. Il s'agit pour lui notamment de récolter les voix de ceux qui jusque-là votaient à « droite » et qui aujourd'hui se portent sur le PS. Tel est aujourd'hui le grand objectif du PCF.

On en voit aisément les conséquences. Pour ne pas effaroucher cet électorat hésitant, les dirigeants du PCF vont s'opposer de plus en plus ouvertement aux luttes des ouvriers, des petits paysans, des étudiants. La trahison de la lutte des cheminots par les dirigeants de la CGT est à cet égard significative. De tels exemples vont se multiplier. Les dirigeants du PCF s'opposent, chercheront à saboter tout mouvement révolutionnaire de masse et l'on risque d'entendre bien souvent parler de « provocations ».

L'autoroute Paris-Lille bloquée par les grévistes de Beghin-Say

(Suite de la p. 1)

L'usine de Corbehem emploie 2 018 ouvriers et environ 500 cadres et agents de maîtrise. L'usine fabrique du papier, du carton, du sucre. C'est l'une des plus grosses usines du trust Beghin qui règne sur 10 000 ouvriers, 24 usines en France, une cartonnerie au Maroc, une sucrerie en Uruguay. A la suite de l'annonce de son plan de restructuration comprenant l'arrêt de l'embauche, des mutations, des suppressions de postes et 51 licenciements, les ouvriers (le 10 mars) décident de se mettre en grève totale et d'occuper l'usine. Dès le début de l'occupation, la direction assigne 18 ouvriers au tribunal des référés. Le jugement ordonne l'expulsion des grévistes, mais il n'est pas exécuté et pour cause : 1 000 ouvriers occupent sans arrêt l'usine.

Organisés en comité de grève chargé des tâches matérielles, suite aux maintes actions engagées pour populariser la grève, manifestation le 29 mars à la préfecture d'Arras, réunions publiques, collectes à la sortie des usines, ils ont pu obtenir le recul de l'échéance des loyers sans intérêt.

La lutte continue, la combativité est grande.

Correspondant HR

l'UDR aussi ...

L'inquiétude et la satisfaction ont régné aux journées des parlementaires UDR qui se sont tenues, c'est tout un symbole, dans les salles du casino de St-Jean-de-Luz.

Inquiétude devant la crise du capitalisme. Le député UDR Cointat par exemple, a affirmé qu'il était très pessimiste sur l'évolution de l'agriculture ces prochains mois. Le rapporteur de la commission des finances, Papon, devait quant à lui

affirmer que « de graves tensions demeurent. Elles font de notre économie une économie très fragile, symbolisée par la crise monétaire ».

Inquiétude devant le développement des luttes ouvrières et populaires. A ce sujet le secrétaire général de l'UDR devait appeler au « respect de l'ordre, de l'autorité, de la sécurité ».

Inquiétude également en prévision des prochaines élections.

« Pour redresser la situa-

tion, a déclaré un député, le temps nous est compté. Nous devons agir vite, notamment dans le domaine de l'emploi et de la lutte contre l'inflation car c'est là-dessus que nous serons jugés lors des prochaines consultations électorales ».

Et aussi satisfaction après la nomination de Chirac comme « coordinateur » des partis gouvernementaux.

Elle signifie en effet la suprématie de l'UDR sur les centristes et républicains indépendants.

LES MENSONGES DE KANAPA

Kanapa a présenté mercredi devant le Comité central du parti révisionniste un rapport sur les « positions du PCF devant certains problèmes internationaux ».

Ce rapport a été préparé ces derniers jours par différentes déclarations du même Kanapa sur la question de « l'internationalisme prolétarien ». Déclarations où les mensonges le disputent aux manœuvres les plus grossières.

On les trouve notamment dans le dernier numéro de « France nouvelle ». Kanapa y présente le PCF comme un modèle d'internationalisme. Pour cela on nous cite son attitude lors de la guerre de libération nationale du peuple algérien. Les dirigeants du PCF ne manquent vraiment pas de culot. Eux qui qualifièrent les patriotes algériens du FLN de « provocateurs » lorsqu'ils engagèrent la lutte armée, qui votèrent les pleins pouvoirs au gouvernement Guy Mollet qui organisa une répression sauvage. Eux qui s'opposèrent à toute solidarité active avec les patriotes algériens en France, qui dénoncèrent la révolte des appelés et leur refus de partir en Algérie pour y combattre un peuple frère.

Afin de se donner une image indépendante de Moscou, Kanapa émet certaines critiques à l'égard de la politique internationale de l'URSS et parle de « manquement à l'internationalisme prolétarien ».

Les dirigeants du PCF se plaignent que Brejnev ait fait l'éloge de la politique extérieure de Giscard d'Estaing. Il s'agit là avant tout de chercher à se donner un visage de parti indépendant. Qu'en est-il en réalité ? Que les flatteries de Brejnev à l'égard de Giscard d'Estaing puissent être quelque peu gênantes pour les dirigeants du PCF, c'est certain, car elles paraissent les désavouer. Mais il n'y a pas pour autant de désaccords sur le fond. Les dirigeants du PCF disent tout haut ce que les

Soviétiques disent tout bas. Ils appuient la politique internationale du social-impérialisme russe. Celui-ci fait preuve de duplicité. D'un côté il flatte Giscard d'Estaing afin d'essayer d'en obtenir des concessions. D'un autre côté il attaque cette même politique internationale. C'est ainsi que l'hebdomadaire soviétique « Temps nouveaux », prétendant tirer un bilan des élections cantonales, écrit :

« Le résultat des élections cantonales françaises montre le mécontentement vis-à-vis de la politique extérieure du gouvernement »

et ajoute :

« Les tendances, encouragées par la France, de renforcer la communauté européenne en tant qu'union politique fermée se sont accrues ».

Par ailleurs la revue met sur le même plan « le mouvement assuré en avant de l'union des forces de gauche et le développement progressif des relations franco-soviétiques », montrant ainsi que pour l'URSS ce sont là deux choses liées.

En vérité, les dirigeants du PCF font les attaques que l'URSS ne fait pas ouvertement, contre tout ce qui dans la politique extérieure de Giscard d'Estaing contrarie les ambitions soviétiques. Sur toutes les questions essentielles ils appuient la politique de l'URSS et agissent conformément à ses intérêts. Que ce soit la propagande sur la « détente », l'opposition à l'union des pays européens ou bien l'appui à l'intervention en Angola, ce ne sont pas les exemples qui manquent.

A propos, si le PCF est si indépendant, pourquoi ne demande-t-il pas le retrait des troupes soviétiques d'occupation en Europe de l'Est, notamment en Tchécoslovaquie ?

Un navire espion soviétique au large de Brest

Ce navire n'en est pas un comme les autres. C'est le chalutier-espion soviétique « Zonds ». Depuis la mi-mars il surveillait les activités du sous-marin nucléaire « l'Indomptable ». Localisé à la sortie de la rade de Brest, il faisait preuve d'une telle insistance qu'un escorteur côtier lui a été envoyé. Le navire espion a dû quitter les lieux.

En envoyant ainsi des navires-espions dans les eaux territoriales françaises, les sociaux-impérialistes russes outre l'espionnage veulent sonder le système de défense française. Cela fait partie de leurs préparatifs d'agression.



Par ailleurs, on signale qu'une flottille d'environ 130 chalutiers soviétiques, accompagnée de plusieurs bateaux-usines est apparue

ces derniers jours en mer du Nord, au large des côtes du Yorkshire, provoquant la colère des pêcheurs britanniques de la région.

Au meeting organisé par la GUPS

à la Mutualité (Paris)

DES SIONISTES

TIRENT SUR LA FOULE

Le meeting organisé par les étudiants palestiniens mardi soir à la Mutualité et auquel participait une foule nombreuse, a fait l'objet d'un attentat manqué perpétré par des fascistes sionistes. Cet attentat aurait pu avoir des conséquences très graves.

En effet, à la fin du meeting, alors que de nombreuses personnes étaient en train de sortir et se trouvaient sur le parvis de la Mutualité, une moto montée par deux individus a ralenti au niveau des groupes de personnes. L'un de ces individus a sorti un fusil empaqueté dans du papier et a tiré par deux fois dans la foule, à hauteur de taille. C'est par un hasard extraordinaire que les balles, sans toucher personne, sont allées se ficher dans

les montants en métal qui soutiennent les vitres de la façade. Aussitôt après leur lâche agression les fascistes ont accéléré et sont repartis.

Il est à noter que, à quelques mètres de là se trouvaient les flics qui ont pu voir toute la scène. Mais ces messieurs n'ont pas cru devoir intervenir croyant que les balles étaient des pétards (!) Hypocrisie mal placée lorsqu'on connaît les liens étroits entre les milieux sionistes et la police bourgeoise. Personne n'est dupe là-dessus.

Tous les progressistes et amis des peuples arabes ne se laisseront pas intimider par des agressions de ce genre, la racaille sioniste et tous ces complices seront en fin de compte balayés.

SUITE DE L'EDITORIAL

Tout d'abord les propositions de Giraudt (PDG d'Air-France et président de ce « groupe de réflexion ») seront étalées sur toute la durée du 7ème plan. D'ici là, elles ont le temps de partir en fumée !

Mais pour ces gens-là le bluff compte beaucoup pour essayer d'endormir la vigilance des travailleurs. En outre, le rapport préconise de limiter la part de salaire liée au rendement, de façon à ce qu'elle ne dépasse pas 10 %, et d'établir un « salaire mensuel de base » qui constituerait l'essentiel de la rémunération.

Cela n'empêchera nullement, si toutefois cette promesse était réalisée, le patronat de se servir de ses sbires pour pousser les travailleurs à produire au maximum. Ses profits étant garantis, la classe ouvrière toujours autant exploitée : au-delà de la fumée rien n'est changé. Seul l'établissement d'un rapport de force en faveur des travailleurs — qui ne peut s'obtenir que par la lutte de classes — peut réellement faire reculer le patronat.



Courriers du Midi

Interview des travailleurs à propos de leur succès

Dans notre édition d'hier nous avons publié le bilan de la grève. Voici quelques-unes de leurs déclarations et des réponses aux questions que nous leurs avons posées.

Ce que nous ont dit des travailleurs à propos de leur succès :

— «Ce que nous avons gagné, ce n'est pas seulement la satisfaction de nos revendications. Nous avons fait une heureuse expérience. Nous pouvons battre le patron, même quand il se durcit.

— «Il y a les revendications satisfaites, c'est bien ! Mais nous avons fait la preuve qu'il n'est pas le plus fort. Les plus forts, c'est nous, tous ensemble !»

— «A la reprise, on parlait déjà entre nous de remettre ça, un peu plus tard pour obtenir d'avantage. Il a cédé, il cédera encore.»

— «Ce fut la grève aussi massive. Nous avons réussi parce que le rapport de force était accablant pour le patron.»

— «Notre unité : c'est d'abord d'avoir tous participé au choix des revendications et d'avoir présenté des revendications précises très intéressantes pour tous. Suite à la grève le patron proposa d'accorder une avance sur le salaire une sorte de prêt sans intérêt à ceux qui le désiraient. Beaucoup ont refusé cette avance «pour ne rien devoir au patron».

A des chauffeurs de Béziers nous leur avons demandé plus précisément :

Parlez-nous des enseignements que vous tirez de l'organisation de la lutte ?

— «Il y a bien eu un Comité de grève mais il ne participait pas aux négociations. Cela était réservé au syndicat. Ici le Comité de grève a eu un rôle assez passif lors des décisions importantes. La prochaine fois, il faudra qu'il en soit autrement.»

— «Faire des collectes, expliquer notre lutte, c'est renforcer notre grève par la solidarité. C'est aussi une pression sur le patron et sur les pouvoirs publics. Le patron voit d'un mauvais œil, les problèmes de l'entreprise mis sur la place publique et les préfets craignent la contamination. D'ailleurs notre lutte a suscité celle des Courriers catalans de Perpignan. Eux aussi ont obtenu satisfaction.»

— «Nous avons eu beaucoup de soutien de la part de sections CGT, de la CFDT de Pézénas et aussi de nombreux travailleurs anonymes rencontrés dans les rues de Béziers, de Pézénas ou de Méze. Grâce aux collectes nous avons pu

nous verser à chacun 9 F par jour de grève. C'est pas mal.»

— «Dans l'ensemble ce ne fut pas une grève «téléphone» ni «belote». On restait mobilisés, présents au dépôt. On allait voir les moins chauds pour discuter et les convaincre de tenir, on organisait les collectes.»

Qu'avez-vous pensé de l'Assemblée générale de Montpellier ?

— «On a été sur le coup très déçu de l'attitude de certains responsables du syndicat. Même Jean-Pierre (un des principaux délégués de Béziers et membre du PCF) faisait une sale gueule à la sortie de la réunion.»

— «Pour certains il ne faudra pas qu'ils se représentent aux élections.

Qu'est-il de la création d'un syndicat FO ?

— «La création de FO au sein des CDM (Courriers du Midi) est la vengeance d'un directeur antisindicaliste qui n'a pas pu parvenir à casser la CGT durant la dernière grève. FO c'est le syndicat de la diversion. Tout a d'ailleurs été mis en œuvre pour sa propagande.

Il faut que tout le monde sache que la direction, non contente de payer la journée à ceux qui ont accepté de faire cette propagande, met à leur disposition une voiture de service !

Correspondant HR.

De nombreuses luttes éclatent à Angers

De nombreuses luttes et grèves éclatent à Angers. Parallèlement à la grève des cheminots qui a été suivie à 85 à 90 % dans le département.

● A L'AIGLON (ceintures de sécurité) le personnel est en grève depuis mardi 23 et demande 1 700 F minimum, la cinquième semaine de congé, la suppression des heures supplémentaires...

● A VALDIS (alimentation en gros) les 250 employés ont repris après avoir obtenu une augmentation de 3,5 %.

● CIBIE (640 personnes) est en grève depuis jeudi dernier à 95 % pour augmentation de salaire avec un plancher minimum de 60 F pour tous. Face à cela, la direction essaie d'imposer le lock-out.

● A CEGEDUR-PROCOL, des débrayages de 4 heures ont eu lieu depuis 4 semaines et sont suivis à 80 %.

Les revendications sont :

— 50 F d'augmentation par mois pour tous chaque trimestre, en plus des augmentations «normales» (indice INSEE).

— En ce qui concerne les classifications, la CFDT demande que la valeur des 100 premiers points soit de 1 500 F (ce qui fait le salaire d'un OS de 145 points à environ 1 800 F) et que les augmentations ne soient calculées que sur les 100 premiers points ce qui entraînerait donc des augmentations uniformes.

La CGT reprend son mot d'ordre national en demandant le point à 14,20 F.

La direction se sert de cela pour essayer de mettre en place un système très compliqué favorisant la division du personnel et l'échec des revendications antihierarchiques.

Correspondant HR.

PTT-Paris-Clignancourt

Non aux mutations d'office, embauchez du personnel

Paris-Clignancourt est un centre de tri qui traite le courrier en provenance de l'étranger (aéroports de Roissy et du Bourget) et du courrier d'entreprises (BNP, AGP, AFNOR, Renault, Citroën, Peugeot, etc.) ; plus quelques satellites, imprimés étrangers et ambulants du Nord.

Sur 800 personnes il y a quelques années, les effectifs étaient réduits à 450 en 1974 ; 130 emplois supprimés en 75 et depuis le 1er janvier 76 encore 25 personnes. La direction a prévu de supprimer 108 emplois en 76 ; le centre doit fermer début 77.

Tout cela s'est passé malgré la grève générale de 74, l'intervention constante des marxistes-léninistes, ce qui a réussi à empêcher 8 licenciements (6 plus 1 plus 1 plus 1), réussi à faire passer titulaires plus de 30 auxiliaires (organisation de cours pour les concours administratifs), et malgré une lutte constante contre les démissions volontaires et les démerdes individuelles.

Le trafic diminuant moins vite que le personnel, cela conduit à une situation où il y a souvent plus de trieurs en heures supplémentaires (californies) qu'en

service normal et à des déversements sur d'autres centres. Pour combler les départs dans des services devant être liquidés en dernier (début 77), la direction a fait des ponctions dans le chantier PNU (lettres à 60 c : courrier de 2e catégorie) c'est-à-dire les services que l'administration compte liquider le plus vite possible.

5 auxiliaires (les derniers arrivants) ont été mutés du chantier PNU aux chantiers les catégories étrangères (lettres provenant de l'étranger).

Stopper les départs

Sous l'impulsion des marxistes-léninistes, contre la politique attentiste des directions syndicales CGT, FO, CFDT dont on peut juger les résultats (voir ci-dessus les réductions d'emplois), les travailleurs se sont mobilisés pour refuser ces mutations et réclamer l'embauche

le centre ferme» mais pas unanime : certains militants CGT défendant une position : «C'est dégueulasse d'être muté ; il va falloir réorganiser sa vie (changement d'horaire) ; il faut faire grève». Cette position quoiqu'en apparence correcte ne pose pas le problème de fond et reste au niveau de la commodité individuelle ou de la démerde qui conduit les gars un par un à se barrer parce qu'ailleurs c'est mieux et que Clignancourt va fermer.

La CFDT (trotskystes de LO) qui passe son temps à dire : «On ne peut rien faire, les gars ne sont pas prêts... tant qu'elle était poussée par les masses défendait le mouvement (quand on a un fusil sur le ventre, on avance dans le sens où est poussé le fusil !) ; elle a organisé les AG et défendu en gros les positions des AG ; pas de mutations», mais avec une forte tendance à s'aligner sur les travailleurs les plus arriérés : «Il y a des gars qui ne feront pas grève sans le préavis» ou «Au lieu de muter le gars, on peut mettre des califs en haut»... en évitant de poser le problème de l'embauche ; puis dans un deuxième temps elle s'est alignée sur les positions de FO : il faut négocier, alors qu'il aurait fallu poursuivre le mouvement jusqu'à l'embauche effective de personnel et le retour de tous les gars mutés dans leur brigade.

Non à la «solution» individuelle

Stoppant net le mouvement qui s'amorçait, CGT, CFDT et FO ont été négociés avec le patron (mercredi matin) en étant obligés de défendre les positions de l'AG ; le patron, paniqué, a accepté de remettre en cause les mutations d'office et a accepté le principe d'embaucher des auxiliaires pour combler les manques dans les brigades traitant du courrier 1e catégorie ; il s'engage à ne plus muter d'office les gars.

Mais où les directions syndicales ont trahi c'est qu'elles ont accepté une solution bâtarde c'est-à-dire que toutes mutations soient réexaminées cas par cas sur motif personnel ce qui fait que des auxiliaires intimidés seuls face au patron ont fini par accepter leur mutation.

Ce mouvement reste néanmoins une victoire car il a sorti les gars de l'ornière de la démerde individuelle (solution à 100 % bourgeoise) ; a repris les mots d'ordre «Non aux mutations d'office ; embauchez du personnel» et que les gars commencent à se dire : «Il ne faut pas que le centre ferme.»

C'est une action à blanc (car sans grève) qui préfigure les batailles que nous aurons à mener contre la fermeture du centre.

Correspondant HR.

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot

publié aux Éditions du Centenaire

disponible sur commande à :

E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F



la France des luttes

Bourgogne Electronique (Dijon)

3e semaine de grève illimitée avec occupation

Cette filiale de la Thomson-CSF emploie 1 750 salariés dont 1 200 femmes pour la plupart des OS. Le salaire net des OS est de 1 300 F.

Au mois de mars, avec en plus l'application de la nouvelle classification de la métallurgie signée par FO, CFTC, CGC, la colère des travailleurs éclate.

Le lundi 15 mars en assemblée générale, le personnel vote la grève illimitée avec occupation.

Leur organisation

Le premier jour l'AG a élu un comité de grève composé de syndiqués et de non-syndiqués (mais pas d'élus du personnel). Ce comité de grève a composé des commissions sur les problèmes suivants :

collectes, animation, piquets de grève, cas sociaux. C'est lui l'organe d'animation de

Les revendications

- Refus de la nouvelle grille de classification ;
- 400 F d'augmentation uniforme pour tous ;
- 40 heures sans diminution de salaire (certains font 42 heures, d'autres 40 heures avec diminution de salaire) ;
- 5ème semaine de congés payés ;
- Diminution des cadences ;
- Ponts payés ;
- Retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes ;
- Paiement des jours de grève.

la grève, mais toutes les décisions sont prises en as-

semblée générale. Il y a deux assemblées générales par jour auxquelles participent une grosse majorité des grévistes.

Les travailleurs organisent la solidarité :

- Des collectes dans les entreprises, sur les marchés ont déjà rapporté plus de 12 000 NF. Pour faire ces collectes les grévistes ont fabriqué des boîtes d'allumettes avec des dessins humoristiques rappelant leurs revendications.

- Un gala de soutien a eu lieu dimanche 28 mars. Pendant ce gala auquel ont participé environ 130 personnes, les travailleurs ont rappelé l'évolution de leur lutte par des panneaux.

- Mardi 30 mars a eu lieu devant les grilles de l'entreprise un meeting de solidarité organisé par les UD CGT et CFDT.

Face aux revendications légitimes des travailleurs, le patron ne sort de son silence qu'au bout d'une semaine de grève pour proposer des miettes : 2,5 % au 1er avril avec un minimum de 75 F, reporter l'augmentation de 2,5 % qu'il y a eu au mois de février 76 sur le mois de janvier 76, 1/2 heure de diminution d'horaire au 1er septembre.

A côté de cela il a cité 15 délégués en référé, pour ordonner leur expulsion de l'entreprise.

Les travailleurs de Bourgogne électronique restent déterminés à continuer la lutte pour la satisfaction de leurs revendications. Soutenons-les !

Correspondant HR avec des membres du comité de grève

Lyon-Venissieux

La répression s'accroît à la SNAV

Rappelons qu'au département conteneur en grève avec occupation depuis le 24 février, le patron a licencié 13 personnes mardi 23 mars.

Depuis, ce sont 17 mises à pied qui ont été annoncées en plus ces deux derniers jours. Le patron joue à fond la carte de la division et le pourrissement de la grève.

Il faut dire qu'il est bien secondé. La CGT après les licenciements fait semblant de s'opposer à ces licenciements tout en tentant de faire une distinction entre bons et mauvais grévistes. Son attitude tout au long de la grève a été de soutenir en paroles et voir venir... ce sont des choses dont on prend l'habitude quand on regarde les manœuvres des dirigeants de la CGT.

Seulement, les grévistes de la SNAV ont maintenant à faire front à trente mesures de répression au total sur les 110 ouvriers des conteneurs.

Alors ou la CGT soutient totalement la lutte, avec la CFDT, et fait tout son possible pour une riposte unitaire de l'ensemble des travailleurs de la SNAV, ou bien par son silence elle accepte (dans la tradition de la collaboration de classe !) la dernière proposition du patron devant les syndicats : « En échange des 200 conteneurs et de la reprise immédiate du travail, le patron propose de licencier seulement 10 ouvriers sur 13 au départ et de réduire d'un jour les mises à pied ».

Les travailleurs de la SNAV ne se laisseront pas diviser, la réaction du patron montre qu'il s'impatiente (les 200 conteneurs devraient déjà être livrés). Les travailleurs réaffirment : 250 F pour tous, respect de la personne humaine, meilleures conditions de travail.

Tous ensemble au même moment !

Correspondant HR Venissieux

Péchiney-Ugine-Kuhlman sur la sellette (2)

Le fluor atteint la santé des travailleurs

et engendre des pertes importantes pour les petits paysans

Le trust Péchiney-Ugine-Kuhlmann (PUK), nous l'avons vu dans un premier article, tire profit de la « lutte contre la pollution » et refuse dans le même temps de dépenser le moindre centime pour doter ses propres usines d'équipements antipollution. Pourtant, la fabrication de l'aluminium à laquelle il se livre en France entraîne le dégagement d'importantes quantités de fluor, matière polluante s'il en est. Ce fluor que PUK refuse de filtrer est d'une extrême nocivité pour les travailleurs employés par le trust et pour les populations qui habitent près des fabriques d'aluminium. Il occasionne à ces dernières des pertes considérables, et cela explique que les travailleurs commencent aujourd'hui à s'organiser pour imposer à PUK de mettre un terme à cette pollution.

voie de conséquence à la mort de la plante. Les arbres fruitiers en particulier, ne peuvent survivre au voisinage des usines d'aluminium. Il en résulte la ruine des petits paysans : mort des abricotiers en Haute-Durance par exemple.

Les forêts disparaissent. Et c'est là une chose particulièrement grave notamment en montagne où des glissements de terrain peuvent alors se produire, par exemple en Maurienne. La vigne, le maïs et les plantes fourragères sont également atteintes.

Le fluor n'est pas moins toxique pour les animaux. Ce sont surtout les chèvres, les vaches et les moutons qui sont touchés dès lors qu'ils se nourrissent d'herbes imprégnées de fluor. Celui-ci en effet engendre une maladie, la fluorose, qui « perturbe les processus de calcification ». Il en résulte des déformations des os, particulièrement des mâchoires, et les animaux ne pouvant plus, petit à petit, manger, finissent par crever. Les petits éleveurs enregistrent ainsi chaque année des pertes considérables dans leurs troupeaux. Par ailleurs, les bêtes ingérant du fluor sont moins productives : la production de lait baisse, la fécondité également...



Le trust PUK consent à indemniser les paysans, mais à un taux peu élevé. Et la réparation est bien minime en regard des pertes subies par les petits paysans. En outre, PUK en profite pour imposer qu'il ne soit pas replanté d'arbres pendant 10 ans... Aussi ce que les petits paysans exigent c'est qu'il soit mis un terme au mal, à la source, et que PUK prenne les mesures qu'il convient pour que la pollution au fluor cesse.

Sur l'homme aussi le fluor a des conséquences graves. Mais généralement il est difficile de le prouver car les médecins de Péchiney cachent les radios des malades, les documents, et tout ce qui serait susceptible de mettre en jeu la responsabilité de Péchiney.

(à suivre)

Logement

Le nombre de logements mis en chantier a diminué en 1975!

750 000 unités d'habitation, dont 510 000 logements neufs par an, tel est le volume « probable et souhaitable » que retient le comité de l'habitat du VIIe plan pour la période 1976-1980. C'est ce que vient d'annoncer le sénateur-maire de Béziers, Pierre Brousse, président du comité.

En 1975, selon les dernières estimations officielles, le nombre des logements mis en chantier a baissé de 5 à 6 % par rapport aux deux années précédentes. La construction de 520 000 logements seulement a été com-

mencée au lieu de 556 000 en 1973 et de 550 000 en 1974.

Le comité de l'habitat du VIIe Plan a par ailleurs présenté un tableau de la situation actuelle du marché du logement. Si depuis 1950, 8 millions de logements neufs ont été construits, et si, entre 1970 et 1975, le rythme annuel de construction a été d'un demi-million d'unités, 4 logements sur 10 n'en restent pas moins dépourvus du confort le plus élémentaire : WC intérieur et sanitaire sommaire.

Enfin, mais cela apparaît mal dans le rapport du comité de l'habitat dont les statistiques englobent indifféremment les immenses appartements de 8 ou 10 pièces des quartiers les plus riches de Paris et ceux, minuscules, de certaines cités de banlieue, nombre de travailleurs sont obligés de loger avec leur famille dans des logements très petits, où souvent n'est même pas prévu un coin pour faire la cuisine...

Foyer Mistral (Sonacotra) à Dijon

La lutte se poursuit en dépit des pressions de la mairie

La grève des loyers entreprise par les travailleurs immigrés résidant dans le foyer « Mistral » de Dijon au début du mois de mars se poursuit. Elle bénéficie du soutien d'un nombre croissant de travailleurs dans la ville. Aussi n'est-il pas étonnant que la bourgeoisie renforce ses pressions et le mur de silence derrière lequel elle essaie de maintenir la lutte.

Ainsi récemment, alors que la MJC Maladière,

située dans le quartier du foyer « Mistral », voulait organiser une soirée de soutien à la lutte des travailleurs immigrés des foyers Sonacotra, la mairie de Dijon (Poujade, UDR) l'a menacée de suspendre toute subvention si elle mettait son projet à exécution. Voilà qui rend compte des bonnes paroles de la bourgeoisie qui affirme vouloir améliorer le sort des travailleurs immigrés !

Correspondant HR

LES DANGERS DU FLUOR

La toxicité du fluor sur les plantes est universellement admise. Il entraîne une maladie des feuilles, qui conduit à leur chute et par

LA PAROLE AUX LECTEURS

Une lettre de la martinique

«Encouragés par le mouvement d'unification des marxistes léninistes dans le monde, nous travaillons à la libération du peuple martiniquais»

Aux camarades de l'«Humanité rouge».

Vous avez demandé à vos lecteurs, dans un de vos récents numéros, leurs appréciations sur le contenu de votre journal.

Voici les quelques réflexions qui m'inspirent. Il y a une rubrique à ne pas laisser tomber, c'est la rubrique de la lutte idéologique pour l'unification des marxistes-léninistes français. Vous êtes les seuls à *informer régulièrement et sérieusement* de la situation du mouvement marxiste-léniniste en France et dans le monde. Vos articles sont précis et vont tout droit à l'essentiel. Ce qui n'est pas le cas de votre vis-à-vis «Le quotidien du peuple» qui confond Guadeloupe et Martinique dans ses articles. Transmettez leur cette critique cordiale et fraternelle.

En Martinique, après la flambée 74, consécutive à la grande grève des ouvriers agricoles, le mouvement marxiste-léniniste et patriotique est retombé dans les errements de sa première enfance : luttes intestines entre les quatre principaux groupes (GAP, Marronneurs, Rassemblement, GS 70) pour une hégémonie illusoire, mépris vis-à-vis des questions internationales, querelles individuelles voire anathèmes réciproques.

La conséquence de tout cela, le mouvement marxiste-léniniste se rétrécit comme une peau de chagrin, *ouvriers et intellectuels*, en grand nombre, se retirent de la lutte et ceux qui restent clament dans leur infantilisme et leur irresponsabilité : «Mieux vaut moins mais mieux», caricaturant ainsi une position tactique de Lénine en 1912.

C'est le président Mao qui enseigne dans «De la contradiction» qu'il ne peut y avoir de qualité sans *quantité*. Cela veut dire que le rétrécissement *numérique* qui affecte tous les groupes sans exception, ne saurait être qualifié de «situation excellente».

Le corollaire de tout cela c'est l'abandon des divers fronts de lutte (front démocratique, front culturel), c'est la négligence des *tâches nationales*, pour ne s'occuper exclusivement que d'un petit nombre d'ouvriers et de paysans (*qui peuvent se compter sur les doigts d'une main*) sous le fallacieux prétexte que nous sommes à un stade de propagande et non d'agitation.

Une des conséquences organisationnelles a été le démantèlement de la commis-

sion de rédaction de «*Pro-létariat de la Martinique*» qui pourra rester quelque temps encore sans paraître.

Mais ce ne sont là que des difficultés conjoncturelles. Rien n'est impossible au sein de l'univers, pourvu qu'on ose *escalader la cime*.

Encouragés et stimulés par le mouvement d'unification des marxistes-léninistes de par le monde, réconfortés par l'esprit de responsabilité qui vous anime, un petit nombre de camarades (dont je suis) avons entrepris de recoller les morceaux. La situation est complexe, car rancœurs, méfiance et querelles ont assombri les perspectives.

Mais c'est la seule voie qui reste si nous avons vraiment à cœur de travailler à la libération du peuple martiniquais contre le joug colonial français, à la libération de tous les peuples du monde de l'exploitation et de l'oppression.

Vive la lutte du peuple français contre la bourgeoisie capitaliste !

Vive la lutte du peuple martiniquais contre l'impérialisme !

Ludovic BRAVO

* **Proletariat de la Martinique** — revue communiste marxiste-léniniste
DLP : L. Bravo
BP 551
Fort-de-France
97206 Cedex

«L'Humanité Rouge est maintenant le quotidien du soir des travailleurs»

Suite à votre appel, destiné à améliorer notre journal je prends la plume pour vous faire connaître mes critiques et mes suggestions.

Le passage de notre journal de petit à grand format est pour beaucoup dans l'amélioration de sa forme. Avec la mise en kiosques, cela lui donne une nouvelle dimension. «L'Humanité rouge» est maintenant un quotidien du soir, le quotidien du soir des travailleurs.

La mise en page est assez bonne, les articles sont bien disposés, les titres les mettent bien en évidence. La première page annonce bien ce que l'on va trouver à l'intérieur du journal. Enfin pour les photos... Bravo ! Désormais elles sont visibles et lisibles, leur qualité s'améliore de plus en plus.

Pour le nombre de pages actuel, la répartition des différents chapitres me semble bien équilibré. Mais, lorsque «L'Humanité rouge» passera à 12 pages, je pense qu'il serait bon de développer, les nouvelles intérieures, les informations générales. Il faudrait aussi, à mon avis, faire des efforts pour laisser une plus grande place au domaine culturel. A ce sujet, les critiques et commentaires de télévision, cinéma, et théâtre sont très intéressants et doivent être développés et coller systématiquement à l'actualité culturelle. Plusieurs personnes m'ont demandé si il était possible de donner les programmes de télévision. Par ailleurs, comme nous le faisons dans «Proletariat», il serait intéressant de con-

seiller des bouquins et de les commenter et les critiquer. Il faut aussi continuer à faire des efforts pour illustrer encore plus le journal, avec des photos, des dessins et des caricatures.

Comme il a déjà été dit, le grand défaut de notre journal est souvent le fait qu'il ne colle pas à l'actualité. Mais avec l'aide et les efforts des correspondants et de tous les camarades nous réussirons cette dure tâche. Et, de plus, avec l'expérience et la pratique du comité de rédaction nous surmonterons tous ensemble cette lacune.

Voici le résumé de mes suggestions : passer à 12 pages dans une première étape ; conserver un éditorial au jour le jour ; plus d'articles politiques de fond ; passer les programmes de télévision ; plus de place au culturel ; plus d'illustration ; peut être pour rions-nous faire une revue de presse avec commentaires et critiques, et en profiter pour donner la parole aux autres formations se réclamant du marxisme-léninisme et la pensée-maoïste-toung.

Vive «L'Humanité rouge» !
Vive la ligne politique du PCMLF et de la JCLMF !

En avant vers un parti marxiste-léniniste unique !
En avant vers un quotidien marxiste-léniniste unique !
Camarades, salutations communistes et bon courage !

Noisy-le-sec
un camarade du cercle
André Cuisinier
de la JCLMF

L'application de nouvelles directives du ministère de l'intérieur

Opération «Coup de poing» dans les quartiers populaires de Bordeaux

Suite aux menaces proférées par Poniatowski et aux directives qui ont été données aux flics, une opération «coup de poing» particulièrement «fouillée» a eu lieu en pleine nuit, tout récemment à Bordeaux. Les quartiers populaires de la ville ont été tout spécialement «visités», notamment les quartiers habités par les travailleurs immigrés.

C'est ainsi que dans un café du quai Bacalan, 10 travailleurs immigrés, tunisiens pour la plupart ont été

arrêtés et embarqués dans un car de CRS. Puis, après contrôle, les travailleurs immigrés ont été laissés sur le pavé, un par un, ici et là, au gré des flics. Cependant un camarade tunisien était retenu et n'était libéré que l'après-midi suivant après l'intervention de plusieurs personnes.

Vu les nombreuses mesures d'expulsions prises actuellement contre les travailleurs immigrés, en particulier tunisiens, l'intention

qu'avaient les flics en gardant ce travailleur ne fait pas l'ombre d'un doute : ils voulaient l'expulser !

Durant la même opération, s'est déroulée la scène suivante :

Rue Ste-Catherine les flics sonnent à une porte : une femme en robe de chambre descend.

— «Vos papiers !»
On se croirait revenu au temps de la Gestapo, des SS, du couvre-feu.

Correspondant H.R.

Un récit à lire et à faire connaître autour de soi

Un nouveau récit chinois publié par les Éditions en langues étrangères de Pékin vient d'arriver dans notre pays : «*Pour aller à l'école*» de Kouan Houa. Il conte l'histoire d'un enfant de 8 ans, Tié Teou, né d'une famille très pauvre dans un village de la Chine du Nord. Le récit se situe à l'époque de la guerre de résistance aux fascistes japonais qui occupaient la Chine. Tié Teou désirait ardemment aller à l'école. Mais, sous le règne des grands seigneurs

féodaux, alors que le propriétaire foncier de la localité vole tout à titre d'impôts, la famille de Tié Teou ne parvient pas à payer les frais d'école.

Le récit raconte les innombrables obstacles que les féodaux mettent en travers du chemin de Tié Teou, qui ne pourra finalement aller à l'école que lorsque l'Armée rouge des ouvriers et des petits paysans aura libéré son village natal, établi le pouvoir po-



pulaire et renversé la réaction.

Ce récit abondamment illustré et présenté sous la forme d'une brochure d'une soixantaine de pages mérite d'être largement connu.

du 2 au 12 avril

E-100

Hall No 2

Stand 2414

A la foire de printemps de Marseille «Promo-Loisirs»



Visitez, emmenez vos amis, faites connaître l'exposition-vente de :

- livres de Chine, estampes, affiches,
- livres d'Albanie,
- livres politiques et d'art.

EDITIONS DU CENTENAIRE — E-100
24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris
Tél. : 202-87-05

Au stand de la foire, possibilité de contact avec le correspondant régional de E-100.



culturel

sports

Saint-Etienne bat Eindhoven 1-0

L'AS Saint Etienne, une affaire qui marche !

L'AS St-Etienne avec ce nouveau match aller contre Eindhoven pour la Coupe d'Europe de football fait son chemin vers la première place. Mais ces victoires répétées sont-elles simplement dues aux exploits physiques quand on voit que l'ASSE fonctionne comme une véritable entreprise capitaliste ?

L'ASSE, UNE ENTREPRISE CAPITALISTE

Son président, M. Rocher, PDG d'une grande entreprise de travaux publics, la Société forézienne de travaux publics (SFTP) a donné à l'ASSE le visage d'une véritable entreprise. Les membres constituant son assemblée générale sont, en

tion des chambres patronales (preuve qu'elle sert bien les intérêts des patrons), une subvention de la municipalité (3,50%). Celle-ci a aménagé un stade avec des installations ultra-modernes : éclairage du terrain très coûteux, salle de relaxation pour chaque joueur, piscines intérieures, sauna...

Enfin, tout le monde sait que la plupart des dirigeants

coupe d'Europe. Quant à l'industrie du livre, gageons qu'elle fait un bon placement dans les livres de Herbin, Larqué, etc.

DÉTOURNER LE PEUPLE DE LA LUTTE DE CLASSE

L'ASSE, un moyen dont les patrons veulent se ser-



A la réunion de la Chambre de commerce de St-Etienne en «mars 1972», entre Durafour et Camous (préfet de la Loire), Rocher, président de l'AS St-Etienne. Entre gens du même monde... (Photo I.E.).

aux habitants de St-Etienne et amener un climat de réconciliation de classe. Mais laissons parler des dirigeants toujours à cette réunion de la chambre de commerce :

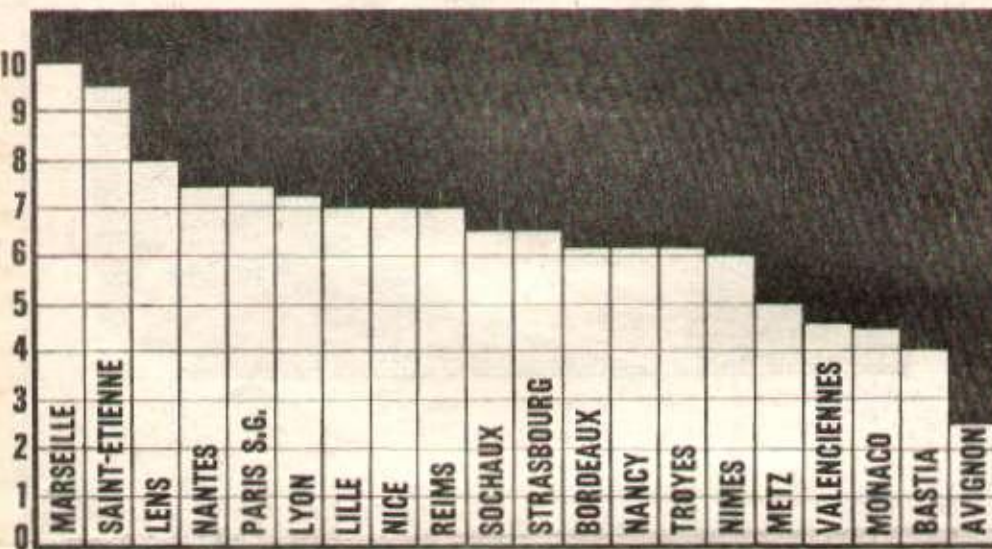
M. Dumas (chargé des relations publiques) : «C'est un dérivatif certain pour nombre de gens qui trouvent là un sujet de conversation autre que celui de leurs soucis quotidiens.»

M. Rocher : «Le sport est un des moyens puissants parmi d'autres de s'adapter à une civilisation mécanique de plus en plus oppressante.»

M. Fieloux : «Ce dont je suis certain, c'est qu'un bon résultat lors d'un match constitue un encouragement au travail et une aide effective au travail.»

Et la perle !... M. Dumas : «Nous pouvons remarquer que depuis de nombreuses années, peu de conflits sociaux éclatent dans notre région, pourtant très ouvrière. Peut-on attribuer en partie cet état de fait à l'ASSE ? On peut tout au moins se poser la question.»

Correspondant St-Etienne



Budgets en millions déclarés officiellement par les clubs (Photo «Football»).

quelque sorte, les actionnaires qui élisent le conseil d'administration. Outre le conseil d'administration, l'ASSE a un comité de direction qui s'occupe de la gestion, des relations commerciales, des relations publiques... Il y a aussi un «comité tripartite d'intérêt économique et social», sorte de comité d'entreprise, comprenant des dirigeants, des cadres et 3 représentants des joueurs.

Association loi 1901, donc en principe à but non lucratif, l'ASSE a réalisé un bénéfice de 1 317 247 F pour la saison 74-75. Son budget prévisionnel était de 9 400 000 F (presque un milliard ancien donc).

- La nature des ressources du club est la suivante (saison 74-75) :
- Championnat de France 37 % ;
 - Coupe de France 8 % ;
 - Coupe d'Europe 30 % ;
 - Recettes diverses 6 %.

Si l'on en croit donc ces chiffres officiels fournis par M. Paret, directeur général de l'ASSE, on constate que ce sont les recettes des entrées qui amènent la plus grosse partie des ressources. Une fois de plus, qui est exploité ?

Parmi les autres «ressources», signalons la publicité : 9,34 % du budget, entre autres, 50 millions (anciens) de Manufrance pour 18 mois.

Signalons encore que l'ASSE reçoit une subven-

et joueurs sont grassement payés, avec parfois l'agrément d'une «prime», comme celle de 4,5 millions (anciens) par joueur pour la qualification contre Kiev !

AU SERVICE DU CAPITALISME

Dans une réunion à la chambre de commerce de la Loire à St-Etienne, il y a quelques années, M. Fieloux, vice-président de l'ASSE, déclarait : «Le renom d'une équipe sportive peut apporter énormément de facilités dans la conclusion des relations économiques entre industriels de villes différentes.»

M. Rivolier, président de la chambre de commerce : «On peut penser que certains marchés dont ont bénéficié des entreprises locales (notamment à l'étranger), ne sont pas sans rapport avec la publicité donnée à notre région par l'ASSE. De toute façon, il semble qu'il y ait là une action à développer dont pourraient profiter nos industries et nos commerces et je sais que cet aspect du problème n'a pas échappé à M. Rocher et à ses collaborateurs.»

Les déplacements de l'ASSE à l'étranger sont aussi des voyages d'affaires. Inutile d'insister pour montrer que Manufrance entre autres profite bien de l'ASSE, de même qu'Europe 1 qui se déchaine pour la

vir pour détourner le peuple de la lutte de classe.

Des efforts démesurés sont entrepris pour que l'ASSE polarise l'attention, devienne un dévouement, un dérivatif, pour créer un sujet de fierté commune

Débat autour du film Comment Yukong déplaça les montagnes APPEL



Les films sur la Chine de Joris Ivens et Marceline Lorian ont d'ores et déjà remporté le succès important que nous leur souhaitons. D'après certaines informations qui nous sont parvenues, ce succès serait même tel qu'il serait question de les maintenir aux affiches des quatre salles où ils sont projetés actuellement à Paris.

Par-delà les commentaires de la presse et des organismes radio-télévisés, il reste certain que ce sont les opinions des masses à leur sujet qui revêtent le plus de pertinence et d'intérêt. Ne méritent-ils pas en effet une ample discussion ? Aussi avons-nous décidé de tenter une expérience journalistique nouvelle.

Dans quelques jours nous allons ouvrir nos colonnes aux spectateurs de ces remarquables documentaires. En quelque sorte, nous proposons d'instaurer dans notre page culturelle un débat public portant à la fois sur chaque film, comme sur leur ensemble.

Notre initiative répond en premier à la considération que nous portons à cette œuvre cinématographique exceptionnelle pour son contenu : la vie dans la Chine d'aujourd'hui... ou «Comment Yukong déplaça les montagnes». Mais elle tient aussi à l'événement spécifique du septième art, qu'elle représente sur tous les autres plans et qui passionne tous les cinéphiles. A-t-on déjà tenté pareille entreprise : un film, ou douze films se rapportant au même sujet, projetés simultanément dans quatre salles de cinéma proches l'une de l'autre ?

Il nous semble qu'il y a là-dessus énormément à dire. Et naturellement nous n'appelons pas à des concerts de louanges que récuseraient à coup sûr les réalisateurs eux-mêmes, mais nous souhaitons des contributions aussi bien spontanées qu'approfondies, avec l'accent mis sur ce qui paraît le meilleur, et la critique de ce qui semble le mériter.

Nous publierons donc toutes les contributions reçues. Aussi souhaitons-nous qu'elles ne soient jamais longues, ce qui nous contraindrait malgré nous à les «couper» alors que nous ne désirons pas nous transformer en censeurs ! Nous souhaitons aussi que les spectateurs intervenant dans ce débat, s'ils désirent conserver l'anonymat, mentionnent toutefois leur profession, ou leur âge, ou les deux à la fois. Mais ce n'est évidemment pas une obligation. Ils pourront encore s'ils le veulent ne fournir que les initiales de leur nom. Bref, c'est de ce point de vue la totale liberté, l'important c'est de participer à l'appréciation de masse que nous voudrions impulser sur ce grand événement cinématographique, c'est-à-dire sur la vie du grand peuple chinois, sur la Chine d'aujourd'hui.

Amis et camarades lecteurs, qui avez vu un ou plusieurs de ces films de Joris Ivens et Marceline Lorian, à vos plumes, sans tarder ! envoyez-nous vos impressions, dites-nous et vos critiques et votre admiration !

Que s'instaure dans nos colonnes un grand débat populaire sur «Comment Yukong déplaça les montagnes» ! Le comité de rédaction de L'Humanité rouge.

LES TRAVAILLEURS S'INTERESSENT AUSSI A LA CHINE

Le film «Changhai au jour le jour» de Claudie Broyelle a été projeté le 18/3/76 par les AAFC du 15e, à la demande de femmes des Chèques postaux de Paris.

Déjà pendant la grève d'octobre-novembre 1974, le comité d'animation des Chèques postaux avait parlé de ce film mais n'avait pu l'avoir.

Nous avons demandé à l'association des Amitiés franco-chinoises de prendre en charge cette projection, parce qu'aux Chèques postaux existe un courant d'amitié pour la Chine et que par conséquent nous devons répondre à cette curiosité énorme vis-à-vis de la Chine.

Le rôle des AFC est donc très important et il consiste, à notre avis, à montrer également que dans la vie quotidienne en Chine, les choses sont différentes du système capitaliste. Que rien n'est immuable.

Une propagande a été faite par tracts et affiches aux Chèques postaux et dans quelques foyers des PTT. Malgré les difficultés que rencontrent les femmes, à cause de l'éloignement et de la charge des enfants, cette soirée a groupé une trentaine de personnes.

Le débat a été animé et les principales questions posées étaient sur la vie quotidienne :

- 1) le pourcentage des femmes au foyer ;
- 2) le rôle de l'AAFC ;
- 3) la contraception ;
- 4) l'habillement ;
- 5) la lutte de classe.

Cette soirée a donc répondu à notre objectif, faire connaître la Chine à travers la vie quotidienne, dans notre boîte.

Une lectrice.

SNCF: Après les grèves (2)

UN NOUVEAU PAS DANS LA PRISE DE CONSCIENCE DES CHEMINOTS

Dans l'article précédent sur le bilan des grèves à la SNCF, nous avons vu quels ont été les rôles respectifs des directions fédérales CGT et CFDT. Un véritable complot a été organisé objectivement entre les différentes fédérations, les syndicats croupions et le gouvernement, mais ce complot a en partie échoué parce que dans leur masse, syndiqués CGT, CFDT et inorganisés ont compris que la SNCF et le gouvernement ne sont pas leur seul ennemi de classe. Les fédérations syndicales sans exception ont été également dans cette lutte, l'ennemi de classe des cheminots.

1 - Les ennemis démasqués :

Les cinq fédérations croupions qui roulaient avec la direction SNCF déjà depuis plusieurs années, dont le rôle d'agent du pouvoir est parfaitement établi depuis longtemps. Elles ne valent même pas la peine d'être nommées.

2 - Les ennemis masqués :

Ce sont toujours les plus dangereux, ce sont les directions fédérales qui font semblant d'aboyer après la direction SNCF mais qui lui lèchent les pieds. Si le rôle de la CGT est clair et net, celui de la CFDT est plus mou. Mais le suivisme de la CFDT est la clé de voûte sur laquelle repose actuellement toute la magouille sournoise de la CGT. Il n'a tenu qu'au suivisme de la CFDT que le mouvement échoue, sinon la CGT n'aurait jamais pu reprendre en main le mouvement et le conduire à l'échec. La force des deux fédérations repose égale-

« Il faudra tirer les enseignements de cette grève, chasser les dirigeants fédéraux, traîtres des syndicats et même ceux de la base qui aspirent à le devenir et qui appliquent servilement leurs consignes. »

A l'assemblée générale de la gare de Paris-Est, le soir du 26 mars, il a été proposé que dorénavant, la seule issue d'une telle grève était d'élire un comité de grève parmi ceux qui veulent poursuivre la lutte, sans les représentants syndicaux démissionnaires devant la lutte de masses.

DES METHODES DE LUTTE SIGNIFICATIVES DE LA COMBATIVITE

Cette prise de conscience de masse révolutionnaire est à rapprocher de la méthode de lutte signalée par notre correspondant de Nantes :



Gare de Lyon : il y a quelques jours les cheminots en assemblée générale votaient la continuation de la grève.

ment sur la force de leurs appareils, c'est-à-dire que les militants de base CGT et CFDT se laissent tromper, sont sous l'influence du révisionnisme et du réformisme, qu'ils ont peur en réalité du mouvement de masse.

De ces deux sortes d'ennemis les premiers ne représentent rien qu'eux-mêmes. Leur force réside dans la protection des CRS de Poniatowski et dans leurs salaires de permanents traîtres payés directement par la SNCF. Ce sont des valets. Les autres sont dangereux car ils usurpent la direction des organisations de masses de la classe ouvrière et qu'ils s'en servent pour briser les grèves de masses, les luttes de classes.

De cela il faut faire le large bilan et tirer les enseignements. A l'assemblée générale de la gare de Paris-Lyon, le matin du 26 mars, un roulant CGT a déclaré :

« Dès hier, plusieurs trains conduits par des chefs mécaniciens ou des ingénieurs ont été retenus plus d'une heure par des cheminots unis à la base et dans l'action, syndiqués CGT, CFDT et même FO. Pour neutraliser le sabotage des jaunes, les cheminots ont également décidé de mettre sur pied des groupes d'intervention anti-jaune. »

De même nos camarades de Dijon nous signalent qu'une cinquantaine de grévistes réussissaient à bloquer pendant un quart d'heure et trois quarts d'heure respectivement le « Cisalpin » et le « Mistral ».

« Les briseurs de grèves les plus dangereux ne sont pas les chefs mécaniciens faciles à neutraliser, mais les traîtres à la classe ouvrière qui se sont infiltrés dans la direction des syndicats depuis plusieurs années. »



Des milliers de cheminots devant le siège de la SNCF le 22 mars (photo Liberation).

DES ASSEMBLEES GENERALES SOVERAINES

Dans cette lutte de masse nous avons cru discerner chez les cheminots quelque chose de tout à fait nouveau : les assemblées générales souveraines, même si elles ont été manipulées, escamotées. Il est à mettre à l'actif de la CFDT qu'elles aient pu se tenir. La liberté de parole y a été assurée par les masses (les dirigeants CFDT ne sont pas intervenus dans ce sens), et ce sont les masses elles-mêmes qui ont pris la parole. Cela ne s'était encore jamais vu. On a senti à ce moment que les anciennes pratiques d'exclusions des camarades révolutionnaires ou les plus combattifs n'étaient plus possibles. Les arguments « antigauchistes et antiprovocateurs » n'ont plus aucune efficacité. Lorsqu'ils ont été utilisés par les grandes gueules révisionnistes de service ce sont elles qui se sont fait siffler par les masses.

Les bonzes syndicaux après leur cinéma de faire manifester devant la gare Saint-Lazare le lundi 22 mars, de quitter la table ronde spectaculairement le 24 mars avec leur ordre de grève bidon de 48 heures se sont déconsidérés. Ils prétendent maintenant, pour se donner contenance, que « l'accord-cadre est juridiquement valable » parce que signé par les cinq croupions, qu'on ne peut pas s'y opposer mais simplement demander l'ouverture de nouvelles négociations.

Ainsi les dirigeants CGT et ceux de la CFDT à leur traîne, ceux qui privilégient l'unité prioritaire avec la CGT de préférence à l'action de masse, ont capitulé sans condition devant la direction SNCF, et ont montré qu'ils étaient également membres du complot contre les revendications et la lutte des cheminots.

LA NECESSITE D'UN PARTI MARXISTE-LÉNINISTE

La prise de conscience de masse des cheminots donne un nouveau caractère

à la lutte de classe dans notre pays, mais aussi a montré le travail organisationnel que les marxistes-léninistes devaient entreprendre pour l'édification du parti chez les cheminots.

Les cheminots ont compris que la lutte des classes n'est pas seulement dirigée contre le pouvoir de la bourgeoisie libérale au pouvoir, mais aussi contre les représentants de la ligne du Programme commun qui sont aussi les représentants d'une couche de la bourgeoisie, tout aussi dangereuse, celle représentée par la bureaucratie du PCF et de son allié social-démocrate, qui luttent pour prendre le pouvoir, pour leur propre compte, contre la classe ouvrière.

Les cheminots instruits par cette grève auront vu la réalité du contenu de classe « démocratique » du Programme commun, de la prétendue autogestion des luttes si chère aux sociaux-démocrates. Ils auront constaté les méthodes révisionnistes, comment se concrétise la nouvelle ligne politique de reniement officiel de la dictature du prolétariat et d'adoption de la dictature social-fasciste.

Les cheminots et la classe ouvrière renforceraient leur unité de classe, se battraient dorénavant consciemment sur deux fronts, contre le pouvoir bourgeois des monopoles privés d'État et contre les traîtres à la classe ouvrière, partie intégrante de la bourgeoisie monopoliste.

Les cheminots lutteront, au-delà de leurs revendications immédiates, pour un changement radical de société, pour passer de la société bourgeoise à la société socialiste, non pas par le programme commun, mais par la dictature du prolétariat qui renversera la dictature de la bourgeoisie.

Que les cheminots les plus combattifs, les plus déterminés rejoignent leur parti, le Parti communiste des marxistes-léninistes.

— Fin —

Laverne